

Julien Baddour

CEMOI, Université de la Réunion
Maître de Conférences à la faculté de droit et d'économie et
membre du Centre d'Economie et de Management de l'Océan Indien



LA GUERRE DE SYRIE EST-ELLE UNE GUERRE CIVILE OU UNE STRATÉGIE « ISLAMO-ATLANTIQUE » POUR STOPPER SON ASCENSION ÉCONOMIQUE ET ANÉANTIR SON TISSU SOCIAL ?

La guerre de Syrie représente l'événement géopolitique le plus marquant de ce début de XXI^e siècle. Cet article propose une explication alternative à celle de la plupart des médias et experts occidentaux concernant les causes de la guerre. En effet, refusant la dénomination de « guerre civile » – communément attribuée à ce conflit – l'article s'attache à démontrer l'importance de l'intervention étrangère dans l'escalade des tensions entre les différentes forces en présence, jusqu'à la situation désastreuse d'aujourd'hui.

The Syrian war represents the most significant geopolitical event of the beginning of the 21st century. This article offers an alternative explanation to that of the most Western media and experts regarding the causes of the war. Indeed, refusing the denomination of "civil war" – commonly attributed to this conflict – the article endeavors to demonstrate the importance of foreign intervention in the escalation of tensions between the various forces present, until today's disastrous situation.

LA SYRIE N'EST PAS UN PAYS COMME LES AUTRES. Certes, elle ne brille pas par sa superficie (185 000 km², 89^e mondiale), ni par la taille de sa population (22 millions avant 2011, 52^e) ni par le volume de son PIB (61,5 milliards de dollars avant 2011, 67^e). De ce point de vue, la Syrie est un pays comme beaucoup d'autres dans le monde. En revanche, la Syrie se distingue des autres nations par une histoire plurimillénaire, un patrimoine prestigieux, une culture rayonnante, une position géostratégique exceptionnelle, des ressources naturelles diversifiées, une mosaïque singulière de peuples et de religions. La Syrie, c'est aussi le berceau de civilisations, de religions et de l'agriculture, de l'écriture, de l'art, de l'urbanisme, de la musique, des lois économiques et juridiques et surtout le premier alphabet au monde, qui ont inspiré et guidé l'évolution de l'humanité tout entière depuis la nuit des temps.

À l'occasion du dixième triste anniversaire de la guerre de Syrie, la quasi-totalité des médias *mainstream* décrivaient la guerre de Syrie comme une « guerre civile ». Pour justifier ce choix, les médias et les spécialistes invoquaient trois arguments.

Le premier est que la population syrienne est composée de communautés religieuses et ethniques déchirées, ce qui peut provoquer une guerre civile.

Le deuxième est que la répression violente des manifestations « pacifiques » par les forces de l'ordre du « régime » en 2011 a conduit à la guerre civile. Le troisième est que les vagues de sécheresse qui ont sévi en Syrie entre 2006 et 2009 ont provoqué la pauvreté, la misère et la famine, ce qui a conduit les Syriens à la révolte.

En s'appuyant sur une campagne de propagande et de manipulations rarement vues de mémoire d'homme, et en mobilisant de gigantesques moyens, une sorte d'alliance islamo-occidentale, sous la conduite des États-Unis, a alors décidé de lancer une offensive hors norme contre ce pays afin de stopper son ascension économique et renverser le gouvernement en place.

Mais ce que les stratèges de cette alliance ont peut-être négligé, c'est la volonté inébranlable du peuple syrien de défendre farouchement, à l'image de ses ancêtres, une civilisation qui s'étend sur plus de 10 000 ans marqués par des empires triomphants et des invasions calamiteuses, contre les agressions extérieures afin de préserver son patrimoine, sa culture, son autonomie et sa liberté.

Avec cet article, nous allons proposer une autre lecture de la guerre en Syrie, tout en rappelant certaines des bonnes traditions démocratiques occidentales : l'utilisation de la raison, le principe éthique, et la recherche de preuves indépendantes.

Ce papier a pour objectif d'essayer de démontrer que la guerre de Syrie n'est pas une guerre civile, mais bel et bien une stratégie d'une Alliance islamo-atlantique pour stopper son ascension économique et anéantir son tissu social.

Dans un premier temps, nous allons expliquer pourquoi la révolte syrienne n'était ni spontanée ni démocratique mais bien préparée et fomentée depuis longtemps par cette alliance. Dans un deuxième temps, nous allons expliquer pourquoi les conditions économiques, sociales et religieuses avant 2011 ne se prêtaient pas à l'irruption des contestations. Dans un troisième temps, nous allons montrer que l'alliance islamo-atlantique visait véritablement le dépeçage et l'anéantissement de l'État syrien au regard de l'ampleur des destructions infligées à la société et à l'économie syrienne.

La Syrie ciblée par les américains et leurs alliés depuis les années 1990

La stratégie des néoconservateurs américains d'anéantir la Syrie ne date pas de 2011. Elle se répétait régulièrement depuis son indépendance en 1947 et plus particulièrement depuis l'éclatement de l'URSS au début des années 1990, comme semblent l'accréditer les éléments suivants :

- Depuis les années 1990, la Syrie figure en bonne place au palmarès de l'« Axe du Mal » (selon l'expression de Georges Bush). Elle côtoyait sur la même liste l'Iran, l'Irak, la Libye, Cuba, la Corée du Nord, l'URSS de jadis, la Russie et la Chine. Elle sera ainsi dans le collimateur de G. Bush père, de Bill Clinton, G. Bush fils, Barack Obama, Donald Trump et Joe Biden.
- Lors de sa visite à Damas en mai 2003 (*Le Monde*, 2003), Colin Powell somme le jeune président Bachar Al Assad de rompre ses liens avec l'Iran, le Hezbollah et le Hamas faute de quoi son pays s'exposera à de graves problèmes.
- Après le 11 septembre 2001, Donald Rumsfeld avance un plan pour renverser sept gouvernements au Moyen-Orient en cinq ans parmi lesquels se trouve la Syrie.
- Sous couvert de « promotion de la démocratie », des ONG et fondations américaines ont été à l'œuvre depuis le début des années 2000 pour former des milliers de « cyber-résistants » destinés à être prêts au moment voulu.
- Enfin, l'ancien ministre des Affaires étrangères français, Roland Dumas, a déclaré que lors d'une visite à Londres à l'automne 2010, des interlocuteurs anglais lui ont révélé qu'ils préparaient une action violente en Syrie dans les mois qui suivraient afin de renverser le régime de Bachar Al Assad.

La Syrie fait partie des pays arabes visés par le mouvement du « printemps arabe »

Pour l'opinion occidentale, la « révolution syrienne » serait un épisode du mouvement spontané qui a démarré en Tunisie fin 2010 avant d'attendre la Syrie trois mois plus tard. Cette vision est biaisée et inexacte. L'enchaînement de révoltes en cascades se déroule selon un plan qui peut être schématisé comme suit (Michel Raimbaud, 2019) :

- Un évènement majeur (immolation ou une manifestation qui tourne mal).
- Un mouvement spontané, lancé par des cyber-résistants formés par les ONG américaines.

- Récupération par les islamistes qui ont pour objectif le renversement du régime en place.
- Les mouvements suivent ensuite des évolutions différentes (échec ou réussite rapide, pourrissement, tentative de changement de régime, dérive djihadiste). C'est à ce stade que l'ingérence étrangère (islamiste et/ou occidentale), se manifeste.

La Syrie connaîtra ce schéma à quelques différences près. Il n'y aura pas de « soulèvement populaire massif » ; les manifestations resteront d'abord confinées dans des zones frontalières (Deraa ou Homs) et d'envergure limitée dans les grandes villes.

La révolution syrienne est un pur produit de l'ingérence étrangère

À l'instar des autres mouvements des « printemps arabes », la « révolution syrienne » avait pour objectif principal de renverser le président Bachar Al Assad. Toutefois, cette « révolution », ne manque pas d'originalités dont voici quelques-unes (Michel Raimbaud, 2019) :

1 - Bien qu'ils se prétendent pacifiques et soi-disant modérés, des membres de la révolution utilisent, notamment les frères musulmans, dès les premiers jours à Deraa des armes américaines sophistiquées. Avant même qu'elle soit submergée par les djihadistes et les terroristes étrangers, cette opposition réclamera sans scrupule l'intervention étrangère et aidera les États voisins, en particulier la Turquie, à piller le pétrole, les récoltes, les stocks alimentaires et les silos à grain de leur pays et à démonter et transférer les usines d'Alep en Turquie.

2 - La révolution qui se dit « syrienne » est soutenue, militairement, financièrement et médiatiquement, par les pays occidentaux, par les monarchies pétrolières du Golfe, par la Turquie, par Israël et par toutes les forces du néocolonialisme et de l'obscurantisme (16 pays seront présents sur le théâtre syrien).

3 - Elle présente l'originalité d'avoir été déclenchée par des « cyber-résistants » situés pour la plupart à l'extérieur, les mots d'ordre étant transmis par la Télévision qatarie Al Jazira et les autres chaînes arabes.

4 - Basés au Qatar, en Turquie, en Arabie Saoudite, aux Emirats, au Caire, à Paris, ou à Londres, les responsables de la « révolution » représentent des intérêts de plusieurs pays étrangers.

5 - Ajoutons à ces originalités un signe singulier : elle confie à Israël, l'ennemie de la Syrie, le soin d'une partie de ses blessés.

6 - De la Turquie à la Tunisie, de la Tchétchénie au Turkestan chinois, du Kosovo à l'Ouzbékistan, de la France à l'Australie, la « Révolution » syrienne recrutera des centaines de milliers de djihadistes étrangers provenant d'une centaine de pays et des cinq continents.

Les manifestations déclenchées mi-mars 2011 n'étaient ni pacifiques ni spontanées mais minutieusement préparées par les cyber-résistants et les ONG américaines

Selon les médias *mainstream*, la tragédie syrienne se résume à une lutte pour la démocratie d'une opposition dite « modérée et pacifique » contre l'oppression d'un « régime massacreur » et que ce qui s'est passé en Tunisie et en Égypte devrait se reproduire en Syrie.

Après avoir organisé et déclenché les manifestations à Deraa et dans les zones frontalières, les cyber-résistants et ONG américaines laissent la place aux frères musulmans et aux autres manifestants. Dès l'éclatement des manifestations dans la ville de Deraa, des instigateurs inconnus, habillés du même uniforme militaire que l'armée syrienne, ont rejoint les manifestants en tirant à la fois sur les forces de sécurité et les autres manifestants, mécanisme connu et pratiqué en Libye et en Égypte, faisant 80 morts parmi les forces de sécurité au cours des deux premières semaines.

L'objectif était de créer un chaos et d'accuser la police et l'armée syrienne de massacrer les manifestants afin de discréditer le régime syrien. Deux mois plus tard, en juin 2011, 120 policiers ont été massacrés à Jisr Al Choghour (petite ville proche de la frontière turque). Premiers massacres, premiers attentats, enlèvements, l'escalade se précise et se déchaîne.

N'étant pas parvenue à renverser le président syrien, l'opposition déjà violente décide de recruter des djihadistes étrangers. Dès les premiers jours, des terroristes étrangers se joindront aux manifestants payés entre 400 et 500 dollars par mois par les monarchies des pays du Golfe (Jérémy Kouzmarov, 2021).

Dès le début de l'été 2011, les analystes et les médias *mainstream* décriront le conflit comme une « guerre civile ». C'est inexact. L'affrontement ne mettra jamais aux prises deux Syries, comme il s'agirait dans une guerre civile traditionnelle, mais un État légal et une opposition discréditée par son appel et son allégeance à l'étranger. À partir d'octobre 2011, le conflit s'internationalise avec le double veto russo-chinois et l'expulsion de la Syrie de la Ligue Arabe en novembre 2011.

Lancée en 2012, l'opération « Timber Sycamore » confirme que la guerre de Syrie n'est pas une guerre civile mais un complot étranger conçu sous l'égide du président Barak Obama (Maxime Chaise, 2019). « *Timber Sycamore* » est un programme dirigé par la CIA et certains services de renseignements arabes (saoudiens, qataris ...), dont l'objectif principal est de renverser Bachar al Assad. Ce programme a fourni des milliards de dollars et des dizaines de milliers de tonnes d'armes et de munitions aux groupes terroristes les plus extrémistes et participait à la formation de milliers de rebelles anti-Assad.

Après le lancement de « *Timber Sycamore* », la guerre change de nature et d'échelle avec l'intervention massive des alliés des américains (Turquie, les monarchies du Golfe, Israël...), l'irruption de combattants étrangers aux côtés de l'opposition lourdement armée et puis l'ingérence et le soutien ouvert des occidentaux.

Avec l'attentat de juillet 2012, qui a décimé l'appareil sécuritaire de l'État (tuant le ministre de la défense et plusieurs hauts responsables militaro-sécuritaires), le conflit prendra son vrai aspect de guerre terroriste et mettra en évidence la volonté des ennemis de la Syrie de désagréger l'État syrien. L'émergence en mai-juin 2014 de l'Organisation de l'État islamique (Da'ech), d'abord en Irak, puis en Syrie, change profondément la donne régionale et confirme la volonté de défaire et désagréger l'État syrien.

La guerre de Syrie n'est pas une guerre ethnique et confessionnelle, la Syrie est un pays laïc où cohabitent toutes les communautés ethniques du pays

Du point de vue des médias *mainstream*, la guerre de Syrie est présentée comme une guerre de la communauté sunnite largement majoritaire (près de 70 %) contre la communauté alaouite minoritaire. Cette façon de présenter les choses est erronée et sans grand fondement. Les sunnites constituent le pivot des soutiens du gouvernement syrien, qu'il s'agisse des membres du gouvernement, des cadres de l'administration, des élus du Parlement, de l'armée, des forces de sécurité, des commerçants et hommes d'affaires. De plus, il est vrai que les minorités, chrétiennes ou musulmanes, soutiennent l'État syrien. Qui d'autre pourrait les défendre contre les extrémistes wahhabites, frères musulmans ou autres groupes terroristes qui prétendent mener au nom de l'islam le djihad contre un « régime hérétique » et qui cherchent à les faire partir ou massacrer. Ainsi on voit que la religion est instrumentalisée afin de camoufler des ambitions géopolitiques et des convoitises géoéconomiques éloignées de toute préoccupation théologique.

Dès le début du soulèvement, les premiers slogans appelant au crime par l'Armée Libre Syrienne (ALS), étaient « les alaouites au Tabout (Tombeau) et les chrétiens à Beyrouth ». Mais de tels appels au « djihad » apparaissent surréalistes et incongrus dans un pays laïc et aux traditions de la tolérance religieuse.

La haine interconfessionnelle sera imposée et banalisée par les terroristes sous parrainage turc et wahhabite dans les zones sous contrôle de l'ALS. Les zones sous contrôle du gouvernement ont survécu à ces appels à la haine et à l'intolérance.

Si les chrétiens sont poussés à l'exode, les alaouites ou les chiïtes ont subi plusieurs massacres dans les zones proches ou tenues par les terroristes (l'attaque de l'ALS des villages situés dans la compagnie du Nord de Lattaquié le 4 août 2013, a fait 335 morts ou disparus). Rappelons cependant que ce sont les sunnites qui de loin fournissent le plus grand nombre de victimes. Cette chasse aux minorités et aux mauvais sunnites ouvre la voie à une stratégie à l'israélienne de substitution de populations étrangères aux autochtones : on trouve ainsi des villages de Ouïgours et de rebelles Tchétchènes dans les zones sous contrôle de « Jabhat Al Nosra » près de Jisr al Choghour.

Dans le pays de Cham, la tradition levantine de l'islam a inscrit la tolérance dans les mœurs. Dans la Syrie baathiste, le laïcisme à l'orientale se montre souvent plus tolérant que la laïcité à la française dans sa version contemporaine. Provoquer l'affrontement entre sunnites et chiïtes n'est donc pas une question de théologie mais d'ambition géopolitique.

L'argument selon lequel la sécheresse et la crise agraire sont à l'origine du déclenchement des manifestations en mars 2011 est erroné et inexact

Un nombre incalculable d'articles produits par de grands centres d'études en Occident a été publié ces dernières années sur les liens de causes à effets entre sécheresse, crise agraire et alimentaire et déclenchement des manifestations en 2011 (voir bibliographie). L'idée de base est de dire que les effets des fortes sécheresses qui ont sévi en Syrie entre 2006-2009 ont joué un rôle moteur dans le déclenchement des soulèvements de 2011. Selon Saleeby (2012), la cause première de déclenchement des grands mouvements de contestation était l'échec du régime à mettre en place des mesures économiques pour atténuer les effets de la sécheresse. De leur côté Gleick (2014), ou Kelley (2015), admettent que les racines des soulèvements sont liées à la sécheresse, aux problèmes de gouvernance, à une gestion non durable des ressources naturelles et à l'arrivée concomitante des réfugiés irakiens. Efe Can

Gurcan (2017) va plus loin en disant que la guerre civile en Syrie n'est qu'une sorte de justice écolo-gique contre les mauvais choix politiques et économiques des autorités syriennes en matière agricole.

D'autres études vont plus loin dans la désinformation en appelant à occulter entièrement le rôle des variables climatiques (De Châtel, 2014 ; Selby et Hulme, 2015 ; Johnstone et Mazo, 2013). Selon eux, parler de la sécheresse, c'est prendre le risque de dépolitiser les causes du conflit syrien en lui affectant des prémices essentiellement extérieures et indépendantes de la responsabilité du « régime » de Bachar Al-Assad, et de masquer ainsi les véritables problèmes à traiter pour permettre une sortie de la crise.

Avant de démontrer pourquoi les résultats de ces études étaient infondés et biaisés, nous allons faire quelques remarques sur les hypothèses et les conclusions de ces études :

- D'abord toutes ces études parlent de la sécheresse en Syrie comme si ce pays est la seule victime et l'unique responsable de ce phénomène et non pas les émissions de CO₂ des pays les plus riches.
- Kelly et *Al.*, évoquent la question des réfugiés irakiens. Effectivement, la Syrie avait accueilli plus de deux millions de réfugiés irakiens suite à l'invasion de l'Irak par les troupes américaines en 2003 et un million de réfugiés libanais suite au conflit qui a opposé le Hezbollah libanais à Israël en 2006. Un pays qui a pu accueillir plus de trois millions de réfugiés entre 2006 et 2009 sans dresser une seule tente ou un camp de réfugiés ni solliciter aucune aide extérieure, n'est-il pas capable d'accueillir dans de bonnes conditions les quelques centaines de milliers de ses propres réfugiés climatiques ?
- Les fortes hausses des prix et du chômage invoquées par ces études en 2008-2009 ne s'expliquaient-elles pas en partie au moins par la grave crise des *subprimes* qui a touché l'ensemble des pays du monde en 2008-2009 ?
- On peut également noter que les contestations n'ont pas éclaté en 2008-2009 au moment où la hausse des prix liée à la sécheresse a été la plus forte, mais plus tard, en mars 2011. On peut aussi remarquer avec (Brown 2008) que la sécheresse n'a pas touché que la Syrie. Les autres pays voisins (comme la Turquie, l'Irak, la Jordanie...) n'ont-ils pas subi eux aussi ce phénomène sans pour autant connaître des contestations semblables à celles produites en Syrie ?

Pour connaître la santé réelle de l'agriculture syrienne avant et après 2011, nous allons citer l'avis d'un grand expert de l'organisation de la FAO, Daniel Gustafson

(2018). Celui-ci souligne dans un rapport publié en 2018 que « *la Syrie avant le conflit de 2011 était le seul pays de la région à être autosuffisant en termes de production alimentaire* », et qu'avant le conflit la Syrie exportait énormément : blé, orge, coton, sucre, tomates, pommes de terre, oranges, pommes, huile d'olive, viande et œufs ». Mieux encore Daniel Gustafson souligne que « dans l'ensemble, l'agriculture syrienne a été extrêmement résiliente face à la crise ». La déclaration de Daniel Gustafson n'est-elle pas suffisante pour remettre en cause les conclusions des études précédentes ?

De l'analyse précédente, nous pouvons tirer deux conclusions :

- La première est que les conditions économiques, sociales, politiques et confessionnelles de la Syrie avant 2011 ne se prêtaient vraiment pas à l'irruption spontanée des contestations de la population syrienne.
- La deuxième est que cette alliance islamo-atlantique n'est pas parvenue à susciter une guerre civile entre les différentes communautés religieuses syriennes. Elle décida alors de déclencher une guerre terroriste par procuration à laquelle ont participé plus de cent vingt États (le fameux groupe d'amis du peuple syrien) et plusieurs centaines de milliers des terroristes venus des quatre coins du monde pour détruire l'économie syrienne et semer le chaos au sein de la société syrienne.

La Syrie avant 2011 : un pays en plein essor économique et social, et un avenir radieux

À la veille de la guerre de 2011, la Syrie était en plein boom économique et social. Sa production couvrait entre 75 % et 85 % de ses besoins en nourriture, médicaments, textiles, produits chimiques et elle exportait vers 60 pays dans le monde. Les services publics, santé et éducation, tous deux d'un haut niveau, étaient accessibles gratuitement à tous les citoyens. L'ensemble du territoire bénéficiait d'un tissu serré de centres médicaux et d'un réseau scolaire étoffé, fort de 21 000 établissements (dont 7 000 ont été détruits). L'éradication maximale de l'analphabétisme était prévue pour 2015.

En plus de ses succès économique et social, la Syrie, selon la Banque Mondiale (juillet 2017), était un pays qui se développait rapidement et dont la structure de l'économie s'est sensiblement améliorée au cours de la première décennie du XXI^e siècle grâce au développement des secteurs non pétroliers. Le taux de croissance du PIB était de 4,3 % en termes réels entre 2000 et 2010, le taux d'inflation de 4,9 % et le taux de chômage de 8.5%. En plus de son dynamisme économique et

sociale, le pays détenait avant 2011 un certain nombre d'avantages économiques, sociaux, scientifiques, énergétiques et touristiques (Nations Unies et Bureau de statistiques syrien).

De ce qui précède, nous pouvons dire que la Syrie semblait avoir en main tous les ingrédients nécessaires pour entamer une longue phase de croissance économique et bien se positionner pour rejoindre le rang des pays émergents à brève échéance. C'est probablement la raison pour laquelle l'alliance islamo-atlantique a décidé d'intervenir pour stopper son ascension économique et détruire la société syrienne.

Les conséquences de l'agression sur la société et l'économie syrienne

La guerre de Syrie n'est pas un conflit classique. Aucune guerre n'a été déclarée de la part des agresseurs. Pourtant c'est une guerre existentielle : ou bien la Syrie sort de l'épreuve victorieuse ou bien elle disparaît à jamais en tant que telle. C'est donc sa survivance même qui est en jeu : la victoire ou la mort. La situation désastreuse dans laquelle se trouve la Syrie actuellement est donc le résultat de près de 11 ans de guerre d'une violence extrême, durant lesquelles les pays de l'alliance islamo-atlantique ont utilisé tous les moyens possibles et imaginables pour anéantir et détruire l'économie et la société de ce pays.

Malgré une résistance hors norme du peuple syrien et de son armée aux horreurs d'une guerre militaire, politique, religieuse et économique interminable, les fondements de la société et de l'économie syrienne auront été profondément affectés :

- Sur le plan psychologique, aux effets psychiques provoqués par des bombardements, des exactions des terroristes, des attentats, des voitures piégées s'ajoutent les difficultés matérielles auxquelles est confrontée la majeure partie de la population syrienne : vie chère, manque d'argent, perte des salaires, corruption, coupure d'électricité, pénurie d'essence, pénurie de pain, etc.
- Sur le plan économique, la vie quotidienne des Syriens a été progressivement bouleversée, puis compromise, suite au pillage et à la destruction des usines, à la fermeture des entreprises, au départ de la main-d'œuvre, aux pénuries de diesel et d'essence, d'électricité, à la destruction délibérée des infrastructures, des écoles, des hôpitaux, des universités, des stations et lignes électriques, etc.
- Sur le plan culturel, la stratégie de l'alliance islamo-occidentale tentait aussi de briser la cohésion de la société syrienne, ses valeurs, son identité nationale et sa conscience historique. Ainsi, les sites archéologiques, les musées et les lieux de

mémoire ont fait l'objet d'un acharnement particulier destiné à ruiner la légitimité de ce peuple, sa mémoire, son histoire et son droit à la terre pour subir la même destinée que le peuple palestinien.

- Sur le plan démographique : durant les quatre premières années, tous les moyens ont été utilisés pour inciter les Syriens à fuir leur pays afin d'ébranler une société bien structurée et de briser le tissu social du pays. Si certains reviendront probablement au pays, on peut craindre que certains diplômés et élites ne cèdent à la tentation de refaire leur vie ailleurs, y compris dans les pays qui ont détruit le leur. À ce palmarès criminel, il faut ajouter les sanctions et les mesures coercitives unilatérales, illégales, autant d'armes de destruction massive qui auront été multipliées afin de rendre improbable toute reconstruction ultérieure du tissu national.
- Sur le plan institutionnel, cette agression criminelle visait à détruire l'État syrien, son administration, ses institutions, son économie, ses infrastructures et surtout ses forces armées et tout ce qui incarne ou garantit la souveraineté et l'intégrité du pays. Les attaques prenaient différentes formes (Michel Raimbaud, 2019) : politiques (déstabilisation, isolement, diabolisation et changement du régime), humanitaires (responsabilité de protéger, projets de zone d'exclusion), militaires (frappes, provocations, bombardements, agressions, accusation d'attaque chimique), psychologiques et médiatiques (mensonge, manipulation, intoxication, lavage de cerveaux, faux pavillon) et économique (embargo, sanction, blocus et destruction du système bancaire).
- Enfin, sur le plan éthique, le plus étonnant de cette entreprise de destruction massive d'un pays est qu'elle a été présentée comme une guerre civile et que l'État syrien et son armée sont à l'origine de la destruction massive du pays. Médias, intellectuels, dirigeants politiques partagent une responsabilité écrasante dans cette machination diabolique qui a rendu possible l'un des scandales de ce début du millénaire : faire passer pendant des années les agresseurs pour des parangons de vertu et des chevaliers du droit, et désigner le pays agressé comme le responsable du crime international dont il est victime.

Conclusion : La Syrie est dévastée mais victorieuse

En plein essor économique et social, la Syrie d'avant 2011 était un pays paisible, laïc, multiconfessionnel, tolérant, prospère et ouvert qui ne menaçait la sécurité d'aucun autre pays au monde et qui n'agressait aucun État ni personne. Pour autant, depuis mars 2011 la Syrie fait l'objet d'une sale guerre d'une ampleur sans précédent.

Vu la durée de cette guerre, la puissance et la multitude des États impliqués dans l'offensive, les centaines de milliers de djihadistes participant à l'agression criminelle, les campagnes de propagande et de désinformation hors norme sur lesquelles elle s'est appuyée et les énormes moyens (militaires, financiers, humains, économiques et politiques) mobilisés, rares étaient les experts ou spécialistes qui misaient sur la résistance et la victoire éventuelle de la Syrie. Les médias *mainstream*, dans un unanimité total et étrange, avaient voué trop vite l'État syrien à un effondrement certain et rapide. Ils se sont lourdement trompés car la Syrie, bien qu'elle soit un pays aux ressources démographiques, naturelles et économiques limitées, aura tenu bon face à un cataclysme hors norme déjouant tous les pronostics de ses adversaires. Même dévastée, plus aucun observateur ne peut nier le fait que la Syrie sortira invaincue du conflit. Certes, la guerre et les sanctions ont fragilisé la société, mais le démantèlement de l'État a échoué. Celui-ci a continué, dans les pires conditions, à exercer son contrôle régalien, payant les salaires et retraites de ses fonctionnaires sans défaillance, préservant ses institutions, et respectant son calendrier constitutionnel.

Même si la guerre n'est pas encore terminée, les Américains seront forcés de quitter tôt ou tard la Syrie. La très forte résistance du peuple syrien pendant près de 11 ans a permis de faire échouer le projet américain, annoncé en 2006, de créer un Nouveau Moyen-Orient afin de diviser cette région en entités ethniques et confessionnelles politiquement instables et économiquement non viables. Cet échec aura sans aucun doute des répercussions non seulement sur le plan local mais aussi sur le plan régional voire international.

Face à la tragédie syrienne, il reviendra alors à la justice d'établir clairement les responsabilités des agresseurs et de fixer le montant des dommages et intérêts à verser à la Syrie afin de compenser les pertes et dommages subis. Il serait scandaleux que des agresseurs richissimes puissent jouir d'une impunité après avoir dépensé des milliards de dollars dans le seul but de détruire un pays qui leur déplaisait.

Cette résistance du pays de Cham est le fruit de la cohésion d'une société, du soutien militaire et diplomatique des alliés de la Syrie (Russie, Iran, Chine etc.), de la conscience et de la confiance d'un peuple en son histoire, sa culture et son destin, de la capacité de défense de son armée et des forces de l'ordre, et de l'obstination de son président Bachar Al-Assad. ■

Bibliographie succincte

- Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), février 2013.
- Anderson, Tim. Der schmutzige Krieg gegen Syrien – *Washington, Regime Change und Widerstand*. Editons Liepsen. Marburg 2016.
- Brown, A. "Middle East Widespread Drought and Devastated Crops », *Alertnet* [en ligne], 14 August 2008.
- Cochrane, Paul, La conspiration du « Pipelineistan » : « le gaz n'a jamais été la cause de la guerre en Syrie », *Middle east eye*, 27.mai 2017.
- Chauprade, Aymeric, (2016), « La guerre de Syrie est encore une guerre pour le pétrole et le gaz », *site économimatin*.
- Chaise, Maxime, (2019), *La guerre de l'ombre en Syrie : CIA, pétrodollars et djihad*. Edition Erick Bonnier.
- De Châtel, F. (2014). "The Role of Drought and Climate Change in the Syrian Uprising: Untangling the Triggers of the Revolution, *Middle Eastern Studies* 50, no. 4 (2014).
- Roland Dumas, Video-Dailymotion.com.
- Roland Hureauux, (2019), *La France et l'Otan en Syrie, le grand fourvoisement*, Edition Bernard Giovanangeli.
- Bruno Guigüe, (2021), « Fichez la paix à la Syrie », *Afrique Asie*, mars.
- Daniel Gustafson (2018), « La FAO veut reconstruire l'Agriculture syrienne ».
- Gleick, P. H. "Water, Drought, Climate Change, and Conflict in Syria", *American Meteorological Society* 6, no. 3 (2014).
- Caroline Galactéros, (2021), « Syrie : 10 ans pour rien », *Geopragma*.
- KHATIB, Hisham. "Oil and natural gas prospects: Middle East and North Africa". *Energy Policy*, 2014, vol. 64, p. 71-77.
- Jérémy Kouzmarov, (2021), « La tromperie syrienne : le public a été encore une fois trompé pour soutenir une guerre d'agression criminelle, et une guerre qui a été effectivement perdue ».
- Kelley, C. P., Mohtadi, S., Cane, M. A., Seager, R., Kushnir, Y. "Climate change in the Fertile Crescent and implications of the recent Syrian drought", *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 112, no. 11 (2015).
- Johnstone, S., Mazo, J. "Global Warming and the Arab Spring", in Werrell, C.E., Femia, F. (eds.), *The Arab Spring and Climate Change*, Center for American Progress, Stimson, The Center for Climate and Security, 2013.
- Colin Powell en visite à Damas, *Le Monde*, 4 mai 2003.